

**Art. 8.** La proclamation du prix « Roeland Dirks » se fait, chaque année à l'occasion de la Journée mondiale de l'Environnement, le 5 juin, par le Ministre, au cours d'une rencontre solennelle avec la presse.

Le prix comprend :

- un diplôme;
- une médaille commémorative;
- une somme de 50 000 F, mise à la disposition par le Ministre ou Secrétaire d'Etat à l'Environnement.

**Art. 9.** Le jury se réserve le droit de ne pas attribuer le prix lorsqu'il estime que les candidatures proposées ne contribuent pas, ou pas suffisamment, à la prise de conscience en matière d'environnement.

Dans le cas où deux candidatures donneraient lieu à un jugement ex-aequo, le jury se réserve le droit de diviser le prix entre les deux candidats.

Le prix « Roeland Dirks » ne peut être attribué au même journaliste pendant deux années consécutives.

**Art. 10.** Notre Premier Ministre et Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mai 1989.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
**W. MARTENS**

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,  
**Mme M. SMET**

**Art. 8.** De bekendmaking van de « Roeland Dirks » prijs geschiedt jaarlijks naar aanleiding van de Wereld Milieudag op 5 juni, door de Minister, tijdens een plechtige persontmoeting.

De prijs bestaat uit :

- een diploma;
- een herinneringsmedaille;
- een som van 50 000 F ter beschikking gesteld door de Minister of Staatssecretaris voor Leefmilieu.

**Art. 9.** De jury behoudt zich het recht voor de prijs niet toe te kennen ingeval zij oordeelt dat de voorgedragen candidaturen niet of te weinig bijdragen tot de bewustmaking inzake leefmilieu.

De jury behoudt zich het recht voor, ingeval twee candidaturen ex-aequo beoordeeld worden, de prijs onder beiden te verdelen.

De « Roeland Dirks » prijs kan geen twee opeenvolgende jaren aan eenzelfde journalist worden toegekend.

**Art. 10.** Onze Eerste Minister en Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 mei 1989.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
**W. MARTENS**

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,  
**Mevr. M. SMET**

#### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 89 — 1104

12 JUNI 1989

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 novembre 1968  
relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire, notamment l'article 23;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1968 relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire, notamment les articles 50 à 60 et l'article 65;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Les articles 50 à 59 de l'arrêté royal du 14 novembre 1968 relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 50. § 1<sup>er</sup>. Le conseil d'enquête dont la compétence s'étend aux élèves des deux premières années est composé :

- 1<sup>o</sup> Pour l'instruction de l'affaire :
  - d'un professeur, commissaire;
  - d'un professeur, rapporteur;
  - d'un inspecteur des études, secrétaire.
- 2<sup>o</sup> Pour l'avis à donner :
  - de l'officier supérieur le plus ancien dans le grade le plus élevé, attaché à l'école, président;
  - du directeur des études, président suppléant;
  - de trois professeurs, membres;
  - d'un inspecteur des études, secrétaire.

§ 2. Le conseil d'enquête dont la compétence s'étend aux élèves des autres années d'études est composé :

- 1<sup>o</sup> Pour l'instruction de l'affaire :
  - d'un officier, attaché à l'école, commissaire;
  - d'un officier, attaché à l'école, rapporteur;
  - d'un inspecteur des études, secrétaire.

#### MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 89 — 1104

12 JUNI 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School, inzonderheid op artikel 23;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School, inzonderheid op de artikelen 50 en 60 en op artikel 65;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. De artikelen 50 tot 59 van het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 50. § 1. De onderzoeksraad waarvan de bevoegdheid zich tot de leerlingen van de eerste twee studiejaar uitstrekt is samengesteld als volgt :

- 1<sup>o</sup> Voor het onderzoek van de zaak door :
  - een hoogleraar, commissaris;
  - een hoogleraar, verslaggever;
  - een inspecteur van de studies, secretaris.
- 2<sup>o</sup> Voor het te geven advies door :
  - de hoofdofficier met de meeste anciënniteit in de hoogste graad, verbonden aan de school, voorzitter;
  - de directeur van de studies, vervangend voorzitter;
  - drie hoogleraren, leden;
  - een inspecteur van de studies, secretaris.

§ 2. De onderzoeksraad waarvan de bevoegdheid zich tot de leerlingen van de andere studiejaar uitstrekt, is samengesteld als volgt :

- 1<sup>o</sup> Voor het onderzoek van de zaak door :
  - een officier, verbonden aan de school, commissaris;
  - een officier, verbonden aan de school, verslaggever;
  - een inspecteur van de studies, secretaris.

2° Pour l'avis à donner :

- de l'officier supérieur le plus ancien dans le grade le plus élevé, attaché à l'école, président;
- du directeur des études, président suppléant;
- de trois officiers, attachés à l'école, membres;
- d'un inspecteur des études, secrétaire.

§ 3. Les professeurs, les officiers et les inspecteurs des études composant les conseils d'enquête sont désignés pour un an par le Ministre de la Défense nationale.

§ 4. Ne peuvent faire partie du conseil d'enquête, ceux qui ont été mêlés aux incidents donnant lieu à l'enquête ou qui ont pris part à la procédure antérieure.

Art. 51. Lorsque le commandant de l'école est mis au courant de faits de nature à donner lieu au renvoi de l'école, il ordonne la formation d'un conseil d'enquête.

Art. 52. § 1<sup>er</sup>. Le commandant de l'école notifie à l'élève en cause, suivant les procédures en usage dans les forces armées, la composition du conseil d'enquête constitué pour examiner les faits qui sont mis à sa charge.

§ 2. L'élève peut se faire assister par un militaire en activité de service de son choix ou par un avocat; il en informe le président du conseil d'enquête au plus tard le deuxième jour ouvrable qui suit celui de la convocation à comparaître.

§ 3. Le dossier est mis à la disposition de l'élève et de son défenseur, au moins huit jours ouvrables avant l'instruction de l'affaire, aux heures et endroit fixés par le commissaire. Le dossier contiendra, entre autres, la liste des témoins jugés utiles d'entendre à l'instruction.

Si, au vu du dossier, l'élève estime nécessaire de produire des témoins, il en fait part au commissaire dans un délai de quatre jours ouvrables à dater de la mise à la disposition du dossier.

Art. 53. § 1<sup>er</sup>. Tout membre du conseil d'enquête peut être récusé pour les causes énumérées à l'article 828 du Code judiciaire. Dans un délai de quatre jours ouvrables à dater de la notification de la composition du conseil d'enquête, l'élève intéressé doit faire valoir la cause de récusation auprès du président; si elle est établie, le président décide que le membre du conseil d'enquête récusé doit s'abstenir.

§ 2. Tout membre du conseil d'enquête qui sait cause de récusation en sa personne est tenu de la déclarer au président, qui décide s'il doit s'abstenir.

#### A. L'instruction.

Art. 54. § 1<sup>er</sup>. Le commissaire a le pouvoir de rechercher, dans le seul intérêt de la vérité, les auteurs et complices des faits sur lesquels porte l'instruction, notamment par l'interrogation de l'élève en cause et par l'audition des témoins et leur confrontation entre-eux ou avec l'élève.

§ 2. L'élève et son défenseur peuvent procéder au contre-interrogatoire des témoins. L'élève et les témoins signent leurs déclarations qui sont actées par le secrétaire.

Si l'élève ou les témoins refusent ou négligent de comparaître ou de répondre, il en sera fait mention dans le procès-verbal.

§ 3. La parole est ensuite accordée à l'élève ou au défenseur qu'il a choisi pour l'assister.

Art. 55. § 1<sup>er</sup>. Dès que l'instruction de l'affaire est terminée, le commissaire en informe le président du conseil d'enquête qui fixe la date et l'endroit de la réunion du conseil, convoque les membres, l'élève en cause et les témoins. Ceux-ci déposent en présence de l'élève et de son défenseur.

§ 2. Le rapport de l'instruction est mis à la disposition de l'élève et de son défenseur, au moins huit jours ouvrables avant la réunion du conseil d'enquête, aux heures et endroit fixés par le président.

Si, au vu du dossier, l'élève estime nécessaire de produire de nouveaux témoins, il en fait part au président de nouveaux témoins, il en fait part au président du conseil d'enquête dans un délai de quatre jours ouvrables à dater de la mise à la disposition du rapport.

#### B. L'avis.

Art. 56. § 1<sup>er</sup>. A l'audience du conseil d'enquête et en présence de l'élève en cause et de son défenseur, le président expose le motif de la convocation du conseil d'enquête et le rapporteur rend compte de

2° Voor het te geven advies door :

- de hoofdofficier met de meeste anciënniteit in de hoogste graad, verbonden aan de school, voorzitter;
- de directeur van de studies, vervangend voorzitter;
- drie officieren, verbonden aan de school, leden;
- een inspecteur van de studies, secretaris.

§ 3. De hoogleraren, de officieren en de inspecteurs van de studies die de onderzoeksraden samenstellen worden voor één jaar aangeuid door de Minister van Landsverdediging.

§ 4. Van de onderzoeksraad kunnen geen deel uitmaken degenen die betrokken waren bij de voorvallen welke tot het onderzoek hebben geleid of die aan de voorafgaande procedure hebben deelgenomen.

Art. 51. Wanneer de commandant van de school kennis krijgt van feiten die van die aard zijn dat zij aanleiding kunnen geven tot wegzending uit de school, beveelt hij de samenstelling van een onderzoeksraad.

Art. 52. § 1. De commandant van de school betekent aan betrokken leerling, volgens de bij de krijgsmacht delen gebruikelijke procedures, de samenstelling van de onderzoeksraad die werd opgericht voor het onderzoek van de te zijner laste gelegde feiten.

§ 2. De leerling mag zich laten bijstaan door een militair in actieve dienst van zijn keuze of door een advocaat; hij stelt de voorzitter van de onderzoeksraad hiervan in kennis ten laatste de tweede werkdag nadat hij de oproep tot verschijning vóór de onderzoeksraad heeft ontvangen.

§ 3. Het dossier wordt ter beschikking gehouden van de leerling en van zijn verdediger, gedurende ten minste acht werkdagen vóór het onderzoek op plaats en uren bepaald door de commissaris. Het dossier bevat, onder meer, de lijst van de getuigen waarvan geoordeeld werd dat zij op het onderzoek dienen te worden gehoord.

Indien na raadpleging van het dossier, de leerling het nodig acht getuigen aan te brengen, stelt hij de commissaris hiervan in kennis binnen de vier werkdagen vanaf het ter beschikking stellen van het dossier.

Art. 53. § 1. Ieder lid van de onderzoeksraad kan worden gewraakt om de redenen opgesomd in artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek. Binnen een termijn van vier werkdagen na de kennisgeving van de samenstelling van de onderzoeksraad, moet de leerling bij de voorzitter de reden tot wraking doen gelden; wordt die reden bevestigd, dan besluit de voorzitter dat het gewraakte lid van de onderzoeksraad zich dient te onthouden.

§ 2. Ieder lid van de onderzoeksraad dat zelf een reden tot wraking heeft, moet daarvan kennis geven aan de voorzitter die beslist of het lid zich dient te onthouden.

#### A. Het onderzoek.

Art. 54. § 1. De commissaris heeft de macht om te onderzoeken, in het uitsluitend belang van de waarheid, de daders en mededaders van de feiten waarover het onderzoek handelt, inzonderheid door de ondervraging van de betrokken leerling en door het verhoor van getuigen en door hun confrontatie, onderling of met betrokken leerling.

§ 2. De leerling en zijn verdediger kunnen overgaan tot het tegenverhoor van de getuigen. De leerling en de getuigen ondertekenen hun verklaringen die worden opgetekend door de secretaris.

Indien de leerling of de getuigen weigeren of verzuimen te verschijnen of op vragen te antwoorden, wordt dit in het proces-verbaal vermeld.

§ 3. Vervolgens wordt het woord verleend aan de leerling of aan de verdediger die hij gekozen heeft om hem bij te staan.

Art. 55. § 1. Zodra het onderzoek van de zaak beëindigd is, stelt de commissaris de voorzitter van de onderzoeksraad hiervan in kennis. Deze stelt plaats en datum van de vergadering van de raad vast en roept de leden, de betrokken leerling en de getuigen op. Deze laten leggen hun getuigenis af in aanwezigheid van de leerling en van zijn verdediger.

§ 2. Het verslag van het onderzoek wordt ter beschikking van de leerling en van zijn verdediger gehouden, ten minste acht werkdagen vóór de vergadering van de onderzoeksraad, op plaats en uren door de voorzitter bepaald.

Indien, na raadpleging van het dossier, de leerling het nodig acht bijkomende getuigen aan te brengen, stelt hij de voorzitter van de onderzoeksraad hiervan in kennis binnen de vier werkdagen vanaf het ter beschikking stellen van het verslag.

#### B. Het advies.

Art. 56. § 1. Bij de audiëntie van de onderzoeksraad en in aanwezigheid van de betrokken leerling en zijn verdediger zet de voorzitter de reden van de oproeping uiteen en brengt de verslag-

rapport de l'instruction. Le président du conseil interroge le comparant sur les faits allégués à sa charge ainsi que les personnes que le conseil, l'élève et son défenseur estiment nécessaires d'entendre.

L'élève et son défenseur peuvent procéder à leur contre-interrogatoire.

§ 2. L'élève et les personnes entendues signent leurs déclarations qui sont actées par le secrétaire.

Si l'élève ou les personnes convoquées refusent ou négligent de comparaître ou de répondre, il en sera fait mention dans le procès-verbal.

§ 3. La parole est ensuite accordée à l'élève pour sa défense ou au défenseur qu'il a choisi pour l'assister.

Art. 57. Dans le cas où le conseil d'enquête se réunira pour donner son avis au sujet du renvoi d'un élève dont l'incapacité à recevoir avec fruit la formation de l'école aura été constatée au cours de la phase initiale de l'enseignement visée à l'article 22, les articles 54 à 56 ne seront pas appliqués.

Le rapporteur exposera au conseil les conclusions des officiers instructeurs tendant au renvoi de l'école pour incapacité constatée. Pour le surplus, le conseil procédera comme il est dit ci-après.

Art. 58. § 1<sup>er</sup>. Le président et les membres du conseil d'enquête se prononcent par « oui » ou par « non », en commençant par le professeur le moins ancien ou par l'officier le moins ancien dans le grade le moins élevé, sur les questions suivantes :

- 1<sup>o</sup> les faits sont-ils établis?
- 2<sup>o</sup> les faits sont-ils graves?
- 3<sup>o</sup> les faits sont-ils incompatibles avec la qualité de candidat-officier de carrière?

L'avis du conseil d'enquête sur les deuxième et troisième questions est motivé.

§ 2. Le secrétaire du conseil d'enquête rédige, séance tenante, le procès-verbal concernant l'existence des faits et, si ceux-ci sont établis, les avis motivés relatifs au caractère de gravité de ces faits et à leur caractère d'incompatibilité avec la qualité de candidat-officier de carrière.

Art. 59. Le commandant de l'école transmet, sans délai, au Ministre de la Défense nationale, le dossier complet de l'affaire, auquel est joint un inventaire des pièces. »

§ 2. L'article 60 du même arrêté est abrogé.

Art. 2. L'article 65 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 65. § 1<sup>er</sup>. Le commandant de l'école fait connaître au Ministre de la Défense nationale la liste des élèves qui ont réussi aux examens et celle des élèves qui ont échoué.

Il délivre aux élèves qui ont réussi les examens les certificats qui s'y rapportent.

§ 2. Les élèves qui ont échoué peuvent faire l'objet d'une des mesures suivantes :

1<sup>o</sup> ils peuvent être autorisés à recommencer l'année; toutefois, sauf le cas de force majeure à apprécier par le Ministre, il ne leur sera permis de doubler qu'une seule fois au cours de leurs études;

2<sup>o</sup> ils peuvent être changés de section;

3<sup>o</sup> ils peuvent perdre la qualité d'élève de l'École royale militaire.

§ 3. Les mesures prévues au § 2 sont prises par le Ministre de la Défense nationale sur proposition du commandant de l'école. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juin 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,

G. COËME

gever het verslag van het onderzoek ter kennis. De voorzitter van de raad ondervraagt de verschijnende leerling over de hem ten laste gelegde feiten evenals de personen die de raad, de leerling en zijn verdediger nodig achten te worden gehoord.

De leerling en zijn verdediger mogen overgaan tot hun tegenverhoor.

§ 2. De leerling en de gehoorde personen ondertekenen hun verklaringen die door de secretaris zijn opgetekend.

Indien de leerling of opgeroepen personen weigeren of verzuimen te verschijnen of op vragen te antwoorden, wordt dit in het proces-verbaal vermeld.

§ 3. Vervolgens wordt het woord verleend aan de leerling, of aan de verdediger die hij gekozen heeft om hem bij te staan, ten einde zijn verdediging te voeren.

Art. 57. Wanneer de onderzoeksraad vergadert om een advies uit te brengen over de wegzending van een leerling bij wie tijdens de eerste fase van het in artikel 22 bedoeld onderwijs vastgesteld werd dat hij niet bekwaam is om met goed gevolg de verdere opleiding van de school te ontvangen, worden de artikelen 54 tot 56 niet toegepast.

De verslaggever zal aan de raad een uiteenzetting geven van de conclusies van de officieren onderrichters strekkende tot de wegzending uit de school wegens duidelijk gebleken onbekwaamheid. Voor het overige handelt de raad zoals hierna beschreven.

Art. 58. § 1. De voorzitter en de leden van de onderzoeksraad spreken zich uit met « ja » of met « neen », te beginnen met de hoogleraar met de laagste anciënniteit of met de officier met de laagste anciënniteit in de laagste graad, over volgende vragen :

- 1<sup>o</sup> zijn de feiten bewezen?
- 2<sup>o</sup> zijn de feiten ernstig?
- 3<sup>o</sup> zijn de feiten onverenigbaar met de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier?

Het advies van de onderzoeksraad op de tweede en derde vraag is gemotiveerd.

§ 2. Dadelijk daarop worden de secretaris van de onderzoeksraad de notulen opgemaakt met de vermelding van de feiten en, indien zij bewezen zijn, de gemotiveerde adviezen met betrekking tot de ernst van de feiten en met betrekking tot hun onverenigbaarheid met de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier.

Art. 59. De commandant van de school verzendt, zonder verwijl, het volledige dossier van de zaak, waaraan een lijst met een inventaris van de stukken is toegevoegd, aan de Minister van Landsverdediging. »

§ 2. Artikel 60 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 2. Artikel 65 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 65. § 1. De commandant van de school bezorgt aan de Minister van Landsverdediging de lijst van de voor de examens geslaagde leerlingen, en de lijst van de niet geslaagde leerlingen.

Hij reikt aan de voor de examens geslaagde leerlingen de desbetreffende getuigschriften uit.

§ 2. Ten aanzien van de niet geslaagde leerlingen kan één der volgende maatregelen worden getroffen :

1<sup>o</sup> er kan hun worden toegestaan het jaar over te doen; het zal hun evenwel, tenzij in geval van overmacht waarover de Minister oordeelt, niet toegelaten zijn, tijdens hun studies, meer dan één enkele maal een jaar over te doen;

2<sup>o</sup> zij kunnen naar een andere sectie overgaan;

3<sup>o</sup> zij kunnen de hoedanigheid van leerling van de Koninklijke Militaire School verliezen.

§ 3. De in § 2 voorziene maatregelen worden genomen door de Minister van Landsverdediging op voorstel van de commandant van de school. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juni 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

G. COËME